

nante de la bourgeoisie : le grand capital monopoliste. Le pouvoir s'exerce dorénavant en dehors des murs officiels où il est censé résider (Parlement, Sénat). Cette opération réajuste le pouvoir politique de la bourgeoisie au centre de gravité de son pouvoir économique. Néanmoins, le caractère bonapartiste qui affecte dès l'origine le pouvoir gaulliste situe aussi sa vulnérabilité : la marge d'autonomie du pouvoir lui autorise des prises de position qui parfois hérissent la bourgeoisie ; sa dépendance par rapport à un certain équilibre des luttes sociales réclame une faible degré de mobilisation ouvrière. Si la crise pré-révolutionnaire de mai a marqué « l'irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées », la crise monétaire de novembre a symbolisé la fuite massive du capital de confiance bourgeois, qui servait de ciment au régime gaulliste. La divergence de ces deux trajectoires trace l'espace dans lequel se débat le gaullisme.

17) Les difficultés du gaullisme illustrant de plus en plus ses limites, le problème de la relève se pose avec de plus en plus d'acuité pour la bourgeoisie. Elle sait que le pouvoir ne peut paraître vacant, c'est pourquoi Pompidou pose dès maintenant sa candidature. Mais au-delà du problème de succession, la forme de domination politique est en cause. Or aujourd'hui la bourgeoisie ne paraît pas en mesure de s'offrir une solution social-démocrate à la Wilson. Le discrédit des formations politiques traditionnelles, leur débâcle électorale rend une telle solution invraisemblable ; à moins d'y inclure le P.C., ce à quoi la bourgeoisie ne semble pas disposée compte tenu des relents de guerre froide ravivés par la Tchécoslovaquie. De même une solution de type fasciste ne semble pas non plus très praticable pour la bourgeoisie : l'écrasement et l'atomisation de la classe ouvrière organisée supposerait un tout autre rapport de force. Et surtout le repli autarcique de l'économie, l'arrachant aux lois de la division internationale du travail n'est pas aujourd'hui une voie évidente. Aujourd'hui, vu l'entrelac de plus en plus serré des intérêts capitalistes internationaux, c'est la bourgeoisie internationale qui s'efforce de régler les problèmes des bourgeoisies nationales. Plus qu'à des Etats fascistes, la bourgeoisie acculée au désespoir a aujourd'hui recours à des Etats fantoches directement soutenus par l'impérialisme mondial. La bureaucratie administrative et militaire, la pègre gaulliste regroupée dans les S.A.C. et les C.D.R. pourraient servir d'appui à une telle issue ; mais encore faudrait-il préciser le rapport de force : la France n'est pas la Grèce. Dans l'immédiat, que l'homme de rechange se nomme Pompidou ou E. Faure, Marcellin ou Mendès, aucun ne dispose d'autres possibilités que celles dont le régime actuel dispose. Aucun n'apportera d'autres solutions sauf si l'apathie politique et sociale de la classe ouvrière lui laisse les mains libres.

18) Or les plaies de mai ne sont pas cicatrisées et l'effet à retardement commence à se manifester. Les expériences de mai, les révélations, la redécouverte de la lutte fermentent dans la classe ouvrière. Les grèves de Renault, la manifestation du 11 mars témoignent de sa fermeté alors que de Gaulle, il y a quelques mois, annonçait « la fin des cortèges et des tumultes ». La petite bourgeoisie, les P.M.E., la boutique traditionnelle, ayant fait les frais de mai sont prêts à se retourner contre le régime ; ayant perdu leurs formations politiques classiques, laminés par dix ans de